

SÉMINAIRE

Médiatiser la face invisible du développement

Filmer la société civile
en mouvement

Compte-rendu
du séminaire organisé
par le CFSI

16 et 17 juin 2009
au Comptoir général, Paris 10e



Comité français pour la
solidarité internationale
32 rue Le Peletier - 75009 Paris
T : 01 44 83 88 50 - F : 01 44 88 88 79
info@cfsi.asso.fr - www.cfsi.asso.fr



Ce document a été réalisé avec l'aide
financière de l'Union européenne.
Son contenu relève de la seule res-
ponsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être consi-
déré comme reflétant la position de l'Union européenne.



Trop souvent encore, les populations des pays les plus pauvres sont considérées comme des « bénéficiaires » passifs des politiques nationales ou de l'aide internationale. C'est méconnaître leurs aspirations et la capacité d'initiative des organisations locales qui ne demandent qu'à participer à leur propre développement.

Mettre en lumière ces initiatives portées par des héros ordinaires, voici tout l'enjeu du programme « **Médiatiser la face invisible du développement** ». En coproduisant des documentaires destinés à un large public, le CFSI veut sensibiliser l'opinion publique au développement des pays du Sud par leurs propres populations.

Dans le cadre de ce programme, le CFSI a organisé, les mardi 16 et mercredi 17 juin 2009, un séminaire intitulé « **Filmer la société civile en mouvement** » au Comptoir général à Paris. Ces deux jours ont permis d'échanger sur l'importance et l'intérêt de médiatiser la contribution des acteurs non étatiques du Sud aux politiques de développement de leurs pays.

Sommaire

PROGRAMME DU SEMINAIRE	4
INTRODUCTION	5
TABLE RONDE N° 1 : « LA SOCIETE CIVILE : UN MOTEUR POUR LE DEVELOPPEMENT ? »	7
TABLE RONDE N° 2 : « ACTEURS DU CHANGEMENT DANS LES PAYS DU SUD, UNE MEDIATISATION VITALE ? »	13
TABLE RONDE N° 3 : « LE FILM DOCUMENTAIRE, UN OUTIL APPROPRIE AU SERVICE DE L'INFORMATION DES PUBLICS SUR LES QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT ? »	18
TABLE RONDE N° 4 : « LE FILM DOCUMENTAIRE, UN OUTIL DE MEDIATION, D'ECHANGES, DE FORMATION ? »	21
TABLE RONDE N° 5 : « ACTEURS DU CHANGEMENT, ACTEURS A L'ECRAN ? »	24

Programme du séminaire

MARDI 16 JUIN 2009

9h30 Accueil

Régis Koetschet, chef de la mission des relations avec la société civile à la direction générale de la mondialisation, du développement et du partenariat au Ministère des Affaires étrangères et européennes et Yves Berthelot, président du CFSI

10h La société civile africaine, un moteur pour le développement ?

Table ronde animée par Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI

Henry de Cazotte, directeur des relations extérieures et de la communication de l'Agence française de développement

Atika El Mamri, présidente de la Fédération des associations des handicapés moteurs en Algérie
Aziz Diop, secrétaire exécutif du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne

Kevin Adomayakpor, coordinateur Programme Kurukan Fugan, ENDA GRAF (Groupe de Recherche-Action-Formation)

12h30 Déjeuner

14h Acteurs du changement dans les pays du Sud, une médiatisation vitale ?

Table ronde animée par Soraya Morvan-Smith, journaliste

Moussa Tchangari, journaliste nigérien, secrétaire général d'Alternatives Niger, groupe de media citoyen

Patrick Busquet, journaliste et directeur général de Reporters d'Espoirs, agence d'informations « porteuses de solutions »

Hassan Diop, journaliste, chef d'édition et coprésentateur de l'émission « Le Débat africain » sur RFI

16h30 Villa el Salvador, les bâtisseurs du désert

Projection du documentaire de Jean-Michel Rodrigo, 52', 2008, Mécanos Productions

Ce film retrace l'histoire de centaines de milliers de paysans, d'ouvriers, de sans toit, de sans droit, de sans voix du Pérou qui ont eu l'outrecuidance de croire qu'il était possible de construire une cité idéale, libre et fraternelle sur un bout de désert de sable. L'utopie est devenue réalité malgré des obstacles gigantesques...

MERCREDI 17 JUIN 2009

9h Le film documentaire : un outil approprié au service de l'information des publics sur les questions de développement ?

Table ronde animée par Denis Decraene, chargé d'évaluation au MAEE et membre du bureau de l'association Contrechamps

Michèle Fiéloux, chercheur au CNRS au Laboratoire d'anthropologie sociale et Jacques Lombard, anthropologue à l'Institut de recherche pour le développement et documentariste

François Le Bayon, directeur de Lieurac Productions

Jean-Pierre Garcia, directeur général et artistique du Festival international du Film d'Amiens

11h15 Le film documentaire, un outil de médiation, d'échange, de formation ?

Table ronde animée par Guy Lambert, responsable du Master "Les métiers du film documentaire" à l'Université de Provence

Baudouin Koenig, réalisateur et président de l'association AlterDoc

Fatiha Hamadache, trésorière de l'association algérienne SOS Bab-el-Oued et Farid Mouhous, responsable du secteur 12-25 ans de l'Office municipal de la jeunesse d'Aubervilliers

Loïc Colin, agroéconomiste et documentariste, docteur en sociologie du développement et de la communication

13h Déjeuner

14h30 Acteurs de changement, acteurs à l'écran ?

Projection-débat animée par Anne d'Orgeval, responsable éducation au développement du CFSI

Projection d'extraits de films commentés par les réalisateurs :

- " Villa el Salvador, les bâtisseurs du désert ", de Jean-Michel Rodrigo

- " Autrement Citoyen ", d'Habiba Djahnine

En présence d'Aziz Tadjeddine, médecin épidémiologiste, président de l'Association Protection Contre le Sida filmée par Habiba Djahnine

16h30 Autrement Citoyen, des associations en mouvement

Projection du documentaire d'Habiba Djahnine, 52', 2009

Ce film documentaire porte un regard sur des associations algériennes. Il montre la mobilisation d'acteurs associatifs sur des questions sensibles telles le handicap, les violences faites aux femmes et aux enfants, le Sida... mais aussi la mobilisation des jeunes qui se rencontrent autour d'activités culturelles ou éducatives pour sortir de l'isolement et faire l'apprentissage de la citoyenneté.

Introduction

Yves Berthelot, président du CFSI

Le CFSI, Comité français pour la solidarité internationale rassemble 24 organisations de la société civile au sens large, actives en solidarité internationale : organisations de solidarité internationale, organisations socioprofessionnelles et organisations liées à la coopération décentralisée.

Le CFSI assure trois fonctions :

- sensibiliser le public aux causes de la faim ;
- plaider pour que des politiques de nature à éliminer ces causes soient mises en œuvre ;
- soutenir des initiatives de terrain et renforcer les organisations de la société civile dans les pays dans lesquels ses organisations membres travaillent.

Le séminaire « Médiatiser la face invisible du développement » renvoie à la question de la représentation des actions de développement dans la sphère médiatique. Or, aujourd'hui, dans les médias, deux domaines sont essentiellement représentés :

- celui de l'urgence : il repose sur un imaginaire puissant, joue sur le registre de l'émotionnel et suscite l'empathie. Il surfe sur l'actualité, privilégie la réactivité et valorise le résultat visible et médiatique. Il est très bien incarné par les « French doctors ».
- celui du développement durable, à l'autre extrême, qui connaît actuellement une forte montée en puissance. Il s'ancre dans le quotidien, joue sur la proximité, en même temps qu'il pose des enjeux globaux, planétaires et se fonde sur des valeurs universelles. Le public est alors confronté à la fois à ses peurs et à sa responsabilité envers ses descendants.

Entre les deux, il semble difficile de faire parler du développement économique et social d'aujourd'hui.

Pourtant, des citoyens s'engagent au Nord comme au Sud pour construire un autre monde. Donner à connaître ces engagements citoyens nous paraît capital pour créer un imaginaire de la solidarité et de la citoyenneté, moteur de la lutte pour l'effectivité des droits, qu'ils soient politiques ou économiques et sociaux.

Régis Koetschet, Chef de la mission des relations avec la société civile à la direction générale de la mondialisation, du développement et du partenariat au Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Je suis heureux d'être parmi vous ce matin car je trouve cette initiative passionnante et pertinente. Elle paraît évidente : filmer la société civile en mouvement, c'est filmer le quotidien. Elle est aussi complexe au regard des enjeux que portent l'image et le développement.

La première question qui se pose est : doit-on parler de face invisible du développement ou au contraire de face trop visible ? On est devant un foisonnement d'images. Internet, par exemple, est le vecteur d'une connaissance considérable et accessible mais aussi d'une temporalité rapide, émotionnelle, saturante et qui entraîne parfois une forme de déterritorialisation. Ces nouveaux médias, de proximité ou satellitaires, complexifient la mission du « rendre compte ». Cette difficulté est certes vécue par celui qui émet mais aussi par celui qui reçoit. Finalement, la question de la médiatisation pose celle de la médiation. Les acteurs du développement ne sont pas forcément armés pour faire face à cette complexité. En la matière, la communication est importante par sa contribution à la mobilisation, à la décision du politique et à son appropriation. Nous ne sommes pas toujours bien équipés pour cette exigence.

La deuxième question est celle de la diffusion. Le risque demeure que s'installe un jeu de rôle. Il faut rechercher une interactivité entre acteurs du développement et médias. L'image doit nous aider dans les tâches d'éducation au développement en incitant à ne

pas figer une réalité ou une approche, mais à s'attacher à être dans une démarche en mouvement.

Le troisième point est l'importance particulière du film documentaire. Il exprime une responsabilité partagée. Au Nord, c'est la disponibilité de son public, de ce qu'il permet en termes de récits et de témoignages. Nous avons ensemble à travailler pour accompagner cette richesse. Au Sud, le documentaire est un formidable moyen d'appropriation. Depuis la conférence d'Accra, on réfléchit à l'efficacité de l'aide. Qu'est-ce que l'image peut apporter comme contribution ? On voit bien que la pérennisation des Programmes concertés pluri acteurs (PCPA), impose que l'on réfléchisse à cette notion de communication, de diffusion, d'ouverture. Ce n'est pas facile car on risque une démarche réductrice qui ne soit pas à l'image des uns et des autres. Les dynamiques des sociétés civiles peuvent fortement aider à « faire le point » comme disent les cinéastes.

Le quatrième et dernier point que je voulais aborder repose sur mes expériences personnelles. A Ramallah, nous avons mis en place un centre culturel franco-allemand. La chaîne de télévision Arte a appuyé la création d'une salle polyvalente dédiée au film documentaire. On voit que cela peut accompagner une démarche de développement et contribuer à des dialogues de paix. A Kaboul, la France soutient les Ateliers Varan qui forment des documentaristes. Par ce biais, les Afghans reconstruisent une identité culturelle détruite par des années de guerre, passage ô combien obligé vers la reconstruction. C'est une démarche dont d'autres pays de la communauté internationale pourraient s'inspirer. Je souhaite que les populations et la société civile tant au Nord qu'au Sud s'emparent du vecteur documentaire. A nous de faire en sorte que ces efforts rencontrent un public et jouent pleinement leur rôle au service du développement.

Table ronde n° 1 :

« La société civile : un moteur pour le développement ? »

Animation : Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI

Cette première table ronde a pour objectif d'illustrer la contribution des acteurs non étatiques au développement de leur pays, en particulier dans les domaines social et économique.

Résumé

Considérer la société civile comme un moteur pour le développement, c'est tout d'abord affirmer que chacun est acteur du développement et non bénéficiaire. C'est reconnaître qu'avoir des droits, ce n'est pas bénéficier d'avantages mais pouvoir s'exprimer. Reste que ce droit à l'expression se trouve souvent réduit faute de démocratie ou de réponse aux besoins essentiels, comme l'alimentation. Comment parler alors de développement durable ?

Faire de la société civile un moteur pour le développement implique une autre approche des bailleurs : ils doivent agir de manière coordonnée et non considérer un pays comme un laboratoire où sont testées des approches en matière de gouvernance ou de développement. Ils doivent favoriser par leur appui financier les dynamiques locales et non disperser les ressources conduisant à la constitution de réseaux ou de plates-formes pouvant devenir concurrentes. Faire de la société civile un moteur pour le développement interroge le rôle des organisations du Nord qui poussent parfois à la création d'organisations qui ne sont pas adaptées.

Face au pouvoir politique, la position de la société civile est questionnée. Pour certains, la société civile doit se garder de toute prise de pouvoir. Elle doit se consolider au Sud à travers des formations qui permettent aux citoyens d'être informés des enjeux qui les concernent. Elle doit interpeller les décideurs politiques en montrant les alternatives possibles. Pour d'autres, des voies alternatives sont possibles à travers la délégation de services publics ou tout simplement à travers l'économie sociale.

Atika El Mamri, présidente de la Fédération des associations des handicapés moteurs en Algérie (FAHM)

L'association que je préside a pour objectif de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Dans les pays du Sud, le rôle d'une ONG n'est pas d'agir comme sous-traitante du gouvernement mais d'exercer un rôle actif pour faire évoluer la situation des personnes avec lesquelles elle travaille. Pourtant, certaines ONG préfèrent répliquer le système. Les personnes avec lesquelles les ONG travaillent ne doivent pas être considérées comme des bénéficiaires car dans toute action, il y a un échange et des bénéfices partagés. Les espaces de socialisation mis en place par la FAHM le montre bien. 60 personnes en situation de handicap disposent d'un lieu où elles réalisent leurs rêves comme par exemple, s'initier à l'informatique ou encore faire du théâtre. Beaucoup d'entre elles se croyaient incapables de réaliser ces activités. A l'image de Fusilla, une habitante d'Alger, elles ont vécu un réel changement. Fusilla n'était jamais allée à l'école et explique qu'« avant de fréquenter les lieux de socialisation, j'étais chez moi comme un meuble. Même le verre d'eau, on me le donnait. Maintenant je vais le chercher moi-même. » Au-delà du handicap, être complètement inactif, entraîne une inactivité intellectuelle. Le fait de ne pas considérer les adhérents comme des bénéficiaires, leur donne la liberté de penser autrement et d'être acteur de leur propre changement. Même pour la FAHM, les avis de ces personnes ne sont pas toujours faciles à accepter mais ils sont finalement bénéfiques pour tous.

En général, vis-à-vis des ONG du Nord et de l'Union européenne, les ONG du Sud apparaissent comme des bénéficiaires. Elles doivent atteindre des indicateurs, définir les impacts. Au final, la FAHM présente des indicateurs mais travaille en parallèle pour qu'il y ait réellement des changements. Il y a encore du travail pour faire évoluer le rôle des associations. Pour beaucoup d'entre elles, avoir droit c'est avoir droit à des avantages et non être acteur, participer, donner son opinion. D'où l'importance de sortir de la pensée unique. Au Nord, vous avez le droit de penser autrement, mais au Sud, nous devons penser comme tout le monde car être différent, c'est souffrir intellectuellement. Faire cette révolution au

niveau de la pensée est indispensable. A travers le PCPA (Programme concerté pluri-acteurs), quelque chose se construit et les associations participent au développement. Nos politiques ne savent pas ce que nous sommes en train de changer mais cela va leur éclater au visage.

Aziz Diop, secrétaire exécutif du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG)

Le CNOSCG est une plate-forme qui rassemble toutes les composantes de la société civile guinéenne. La République de Guinée est un pays de paradoxes. La nature lui a donné beaucoup de richesses, les terres sont fertiles. Après avoir vécu dans un isolement total de 1958 à 1984, le pays a mis en place une démocratie de façade. En 2002, la société civile s'est mobilisée et a créé le CNOSCG. Ces dernières années, le CNOSCG s'est développé dans un climat qui s'est considérablement dégradé au niveau social, économique et politique. En partant de la base, il a organisé des réunions de quartier qui ont permis de rédiger une lettre ouverte au chef de l'Etat. Sa demande de mise en place d'un gouvernement de transition n'a pas abouti. Résultat, en janvier 2007, une révolte de la population a été suivie par une répression militaire et la mort de 300 personnes. A cette époque, la communauté internationale n'a pas invoqué le droit d'ingérence humanitaire et a laissé les guinéens livrés à eux-mêmes.

Le CNOSCG mène son combat sur plusieurs fronts. Tout d'abord, il intervient en matière d'éducation citoyenne auprès de la population : analphabète à 80 %, elle ne connaît pas ses droits. Dans ce cadre, le CNOSCG a initié une campagne nommée « contrôle citoyen » qui vise par exemple à demander au maire de présenter aux citoyens le budget de la commune.

Il développe des campagnes de plaidoyer en matière de développement durable. Ce concept n'est pas entièrement partagé car le développement durable consiste d'abord à assurer les droits quotidiens. Or, au niveau rural, les citoyens mangent une fois par jour. Comment parler de développement durable quand les citoyens ont faim ? Un autre travail de plaidoyer concerne les exploitations minières. Dans les cités minières, les habitants ont accès à l'école, à l'électricité, à la santé mais ces cités sont ceinturées par des bidonvilles où les populations s'entassent dans l'espoir de trouver un travail dans la cité voisine. Le CNOSCG a réalisé un travail de plaidoyer pour permettre aux populations de bénéficier des services sociaux de base. Avec leur appui, il amène les compagnies minières à les prendre en compte. C'est pourquoi, le terme acteur est préférable au terme bénéficiaire.

Le combat continue car rien n'est acquis. Suite à la mort du président Lansana Conté, fin décembre 2008, le processus de décentralisation est en recul car les préfets et les gouverneurs sont des militaires. Il n'y a ni dialogue ni concertation. Nous devons obéir à des ordres. Au niveau de la communauté internationale, le CNOSCG réalise un plaidoyer pour qu'aient lieu des élections mais actuellement on s'éloigne de ce processus.

En termes de bilan, on peut noter les acquis suivants :

- la reconnaissance de la société civile dans son rôle d'influence et d'accompagnement des populations ;
- l'amélioration de la connaissance des populations par rapport à leurs droits et devoirs.

Concernant les différents programmes de développement soutenus par les bailleurs, on constate que chaque bailleur considère le pays comme un laboratoire où il vient tester des approches. Cette disparité des approches est un frein au développement, il n'y a pas de cadre de concertation entre les bailleurs de fonds, d'où une incohérence entre les programmes. C'est pourquoi il est capital de changer d'approche et de coordonner nos efforts de développement pour que le monde soit un monde solidaire, pour que notre monde soit durablement protégé pour les générations futures.

Kevin Adomayakpor, coordinateur Programme Kurukan Fugan, ENDA GRAF (Groupe de Recherche-Action-Formation)

Le Forum Kurukan Fugan a pour objectif de créer un cadre pluri acteur au Sénégal, pays qui connaît une relative stabilité politique même si une certaine vigilance s'impose. Depuis 2001, la constitution a été modifiée à treize reprises pour consolider le régime libéral alors que nous souhaitons consolider la démocratie. Lors des élections locales, le pouvoir a perdu des villes : elles sont maintenant dirigées par l'opposition ou par des organisations issues de la société civile. Le Forum estime que les organisations de la société civile n'ont pas pour rôle de prendre le pouvoir mais d'accompagner les détenteurs de pouvoir à l'exercer dans l'intérêt général au profit du plus grand nombre mais également des groupes les plus vulnérables.

En 2005, nous avons constaté qu'il y avait un cloisonnement entre d'une part, des ONG au fait des enjeux de la gouvernance locale et mondiale et d'autre part, des organisations de base. A la demande de ces organisations de base (associations de quartier, organisations de producteurs, syndicats, groupements de femmes) qui avaient compris que l'agenda mondial influençait leur quotidien, nous avons accompagné le processus de mise en place du forum. Celui-ci s'est inspiré de l'histoire de l'Afrique : au XIII^e siècle, l'empereur du Mali avait réuni les chefs de province pour discuter des règles de gestion de l'empire. A ce moment a été décidé et promu la *Charte du Mandé*, un fait historique, en avance sur la Révolution française avec l'apparition de principes forts : les droits des femmes, la répartition des richesses, la protection des groupes vulnérables, la défense du territoire, la solidarité entre les générations, le partage des responsabilités... Le Forum Kurukan¹ s'en inspire pour développer la culture de la bonne gouvernance. Le Forum a animé un processus qui a permis de dégager trois axes d'interventions importants : renforcer la capacité des Acteurs Non Etatiques à compléter l'action de l'Etat, mettre en réseau et en synergie différents acteurs et élever la participation à l'élaboration, la mise en œuvre et au suivi des politiques publiques.

Le contexte économique et social du Sénégal interpelle au plus haut point l'ensemble des acteurs. Par exemple, dans le secteur de l'éducation, malgré les efforts consentis, les indicateurs sont très alarmants. La moitié des enfants de 6 à 10 ans quittent l'école dès la sixième année. La déperdition scolaire est en hausse constante. Ils sont récupérés et suivis par des associations de quartiers, des artisans du secteur non formel. Toutes ces initiatives sont ignorées par l'Etat. Des milliards sont investis dans des structures formelles éducatives qui ne répondent pas aux besoins récurrents de l'emploi et de la création d'entreprises. 100 000 jeunes devraient intégrer chaque année le marché du travail alors que le système formel ne produit que 20 000 emplois. C'est une bombe sociale. Depuis 2006, nous avons essayé d'interpeller les autorités sur les questions liées à l'éducation. Notre rôle consiste à interpeller les décideurs politiques et à montrer des alternatives possibles. Nous avons produit un document qui recense des initiatives visant à renforcer l'accès au système éducatif et sa qualité. Nous avons demandé une diversification de l'offre éducative en favorisant notamment la formation professionnelle en lien avec l'économie non formelle pour permettre à des jeunes de pouvoir s'insérer rapidement. Ce document était une grande première lors de la revue du Programme Décennal de l'Education et de la Formation pour que les autorités se rendent compte du gâchis.

Un autre aspect important porte sur la mise en réseau. Chaque bailleur de fonds anime ou met en place des plates-formes. Actuellement, au niveau des organisations impliquées dans l'éducation, on recense une quinzaine de plates-formes qui sont potentiellement en conflit. Il faut que l'argent du développement appuie des dynamiques locales existantes.

Le changement social et politique est plus que nécessaire. Au niveau d'Enda Graf, nous nous sommes interrogés sur l'impact du travail réalisé depuis 30 ans qui vise à accompagner des processus de changements. Si nous avons constaté des avancées sur le plan technique et amélioré des revenus, cette progression ne change pour autant pas fondamentalement les situations car les règles qui régissent nos communautés ne changent pas.

Si l'on veut plus d'impact, il faut travailler sur la citoyenneté et la gouvernance. Il s'agit de renforcer les capacités à la citoyenneté, de sa construction à son plein exercice.

Former sur les enjeux mondiaux est capital car le paysan de Casamance a besoin de savoir de quoi demain sera fait. Les formations permettent de construire une société ouverte et d'avoir des citoyens informés.

¹ www.forumkf.net

Plutôt que de parler de développement, nous préférons parler de changement social et politique.

L'autre enjeu est d'avoir accès aux ressources publiques de nos pays en tant qu'acteurs de la société civile. En tant qu'ONG, nous demandons en effet de l'aide au niveau international. Cela nous met dans une situation handicapante : nous sommes sur des projets de trois à cinq ans où l'Etat pourrait mettre des ressources liées au budget dans les secteurs mais également au niveau des collectivités locales. Il faut trouver des mécanismes internes pour recevoir des subventions et permettre des actions pérennes et durables.

Concernant l'éducation, dans certaines zones, 60 % de l'offre de formation est assurée par des acteurs qui n'ont rien à voir avec le secteur public : des associations de quartiers, des organismes privés. Toutes ne reçoivent pas de subvention de l'Etat. Quand on analyse les résultats, on voit qu'il y a une plus value à accompagner.

Lorsque nous avons organisé le forum des innovations éducatives, on s'est rendu compte qu'on était porteur de choses fondamentales en tant qu'acteurs de la société civile mais à un niveau micro. Le fait de manquer de ressources ne permet pas d'innover, de passer à une autre échelle. Il faut arrêter de se positionner sur des échelles micro et s'associer avec d'autres pour changer d'échelle. C'est en massifiant nos actions que nous pourrions véritablement impacter et de manière durable.

Henri de Cazotte, directeur des relations extérieures et de la communication de l'Agence française de développement

Il n'est pas très aisé d'intervenir après de tels exposés... !

Au cours de mon parcours professionnel, j'ai été plongé très tôt dans les organisations de la société civile du Sud. En 1977, j'étais jeune volontaire dans le sud-ouest éthiopien. J'ai travaillé avec des associations qui venaient de se libérer du servage de l'empire. Face à une vision voulant réformer la politique agricole, j'ai été touché par la sagesse, les connaissances et la présence de la culture qui valaient bien plus que les compétences techniques. Il m'est apparu que quelquefois, les ONG du Nord fabriquent des institutions de l'extérieur plutôt que d'apporter un soutien aux dynamiques locales.

L'AFD est depuis longtemps en relation avec la société civile du Sud. Elle s'est intéressée à une quantité d'associations qui ont développé la micro-finance rurale à l'époque où s'est déconstruit une partie du système étatique qui avait créé une certaine sécurité mais que les Etats n'étaient plus capables de porter. Notre vision nous a conduit à confier des responsabilités économiques à des acteurs locaux. La multiplication de caisses villageoises allait transformer le « small is beautiful ». Peu à peu la question des sujets organisationnels s'est posée : les filières, la relation ville-campagne. Progressivement, l'AFD a cherché des interlocuteurs qui pouvaient l'aider à dialoguer avec les ministères pour passer du micro à des politiques sectorielles, parler de formation des prix agricoles ou encore de transformation des produits.

L'AFD n'est pas en lien avec les mouvements de la société civile actifs sur des champs plus politiques, comme la défense des droits humains et sociaux. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes lui, l'est. Au Sud, la société civile est éclatée et décentralisée. Il faut trouver des interlocuteurs qui ont une valeur ajoutée, ce qui nécessite beaucoup de dialogue. Je suis troublé par les financements massifs destinés aux organisations des sociétés civiles (OSC) du Sud qui proviennent de grandes ONG ou fondations américaines. Est-ce qu'elles ne créent pas des biais, des abonnements ? Est-ce qu'on est en face de structures représentatives qui ont une légitimité ?

Dans d'autres pays, la société civile travaille en partenariat avec l'Etat dans le secteur éducatif, la formation professionnelle, l'éducation des jeunes, la lutte contre le sida. Ces associations bénéficient des ressources publiques. En France, la société civile est puissante. Elle gère les mouvements de jeunesse, les HLM. Sa relation avec l'Etat est extrêmement forte. Elle joue un rôle important alors qu'on prétend être dans un pays individualiste. L'économie sociale, l'économie mixte est un schéma de développement. Un autre point concerne la mise en place de la décentralisation : les bailleurs de fonds vont travailler avec les villes.

L'AFD s'attache à travailler avec la société civile locale sur le champ économique et à trouver de la valeur ajoutée. Ne peut-on pas faciliter les processus ? Peut-on faciliter les financements ? Le secteur éducatif est aussi porté par les églises, les mouvements de jeunesse. Notre façon de travailler doit trouver des flexibilités mais pour cela nous devons mieux comprendre avec qui travailler, savoir si nous pouvons travailler en direct avec des OSC du Sud sans passer par des ONG du Nord. Cette question interpelle les ONG du Nord qui se considèrent comme des médiateurs avec des institutions qu'elles ont repérées, qui sont légitimes sur place, qui ont une crédibilité technique et avec lesquelles il est possible de construire cet appui pour le développement. J'appelle à du dialogue, des études et des recherches sur le rôle des plates-formes et sur leur relation avec l'Etat. La mesure des résultats sur le développement se pose à nous tous. Nous devons pouvoir démontrer au contribuable français les résultats produits, y compris dans le domaine du renforcement de la société civile. J'appelle à des partenariats publics-privés qui permettent d'être un interlocuteur crédible pour des grandes agences.

Débat avec la salle

Une journaliste est frappée par le fait que peu de gens aient évoqué le média Internet alors que c'est un outil démocratique extraordinaire malgré les dérives possibles. Elle a été très sensible à l'intervention d'Atika El Mamri qui montre que le Sud peut être un modèle et qui pourrait intéresser beaucoup d'acteurs français. Pour cela il faut connaître l'existence de ces organisations d'où l'importance de l'outil Internet. Les films documentaires ont certes un rôle à jouer, mais rien qu'au Sénégal, il y a très peu de cinémas. De là, l'outil Internet, des sites comme « *YouTube* » pourraient mettre certains potentats locaux devant leurs responsabilités.

Kevin Adomayakpor précise que l'accès à Internet reste difficile en raison de l'accès à l'électricité qui fait défaut dans les zones rurales. De plus, 3 à 4 millions de Sénégalais ne savent ni lire ni écrire. Internet reste donc un luxe. Quant aux cinémas, il n'y a pratiquement plus de salles de cinémas car elles ont été transformées en églises pour des organisations caritatives américaines. Les documentaires sont diffusés lors de diffusions itinérantes réalisées dans les quartiers ou les villages avec des groupes électrogènes.

Pour un étudiant burkinabé, il n'est pas possible de répondre par un « oui » franc à la question posée par la table ronde : « la société civile, moteur du développement ? ». Même si le nombre d'associations se multiplie, tous les indicateurs de développement sont au rouge. De fait, il souligne que si les OSC sont seulement clientes des organismes étrangers sans s'interroger sur leurs finalités, elles n'arriveront à rien. Si la société civile se positionne comme un cheval de Troie du peu d'état de droit existant en Afrique, elle doit être un lieu pour la réinventer. Les Etats africains existent trop peu en qualité et en quantité. Il faut donc réhabiliter l'Etat africain, c'est de là que partiront les changements.

Kevin Adomayakpor rejoint l'interpellation sur le rôle de l'Etat. Il dit vouloir avoir des Etats africains forts qui assurent un service public pour le plus grand nombre. Mais cet idéal est à construire. La société civile a un rôle à jouer à travers des missions de délégation de service public. Et c'est bien ce qui est fait : interpellier nos partenaires pour que nos Etats soient forts, mais en même temps répondre à l'urgence, en légitimant les initiatives actuelles afin que l'Etat puisse ensuite les reprendre à son compte.

Pour Atika El Mamri, vouloir rentrer dans le champ des partis politiques est dangereux. Les OSC doivent rester dans leur champ d'intervention. Elles gagnent alors en crédibilité en conduisant des actions en faveur des populations. En Algérie, les associations sont utilisées lors des campagnes électorales. On leur demande d'être au service du pouvoir en place. On fabrique du clientélisme, celui qui joue le plus gagne le plus de subventions. La condition des personnes handicapées est dramatique et est semblable à la prison. Le degré de handicap se mesure à la capacité à pouvoir s'exprimer.

Aziz Diop estime qu'en Guinée, l'Etat est actuellement virtuel. L'Etat c'est le citoyen, nous devons tous sauvegarder le bien public. En Afrique, l'Etat est à repenser. Avec la décolonisation, on a divisé les communautés, c'est la source des conflits et d'instabilité politique. Ce qui explique que la nation n'existe pas et que celui qui prend le pouvoir s'adosse sur son ethnie.

Selon Henri de Cazotte, il faut encourager le passage entre la société civile et le politique. La société civile est une formidable école pour de futurs responsables politiques. En France, Martin Hirsch, Fadela Amara ou encore Bernard Kouchner sont issus de ce milieu et en tirent leur légitimité.

Il ajoute que l'Etat doit être renforcé mais que dans les grands secteurs sociaux, ce n'est plus l'Etat qui est dominant. Dans certains pays, ce sont déjà les associations qui assument plus de 50 % de cette mission. Aujourd'hui la décentralisation conduit les collectivités locales à être responsables à la place de l'Etat. Ainsi la ville de Ouagadougou est responsable de l'école primaire ou de la distribution de l'eau, ce qui n'était pas le cas il y a une dizaine d'années. Cette situation est salubre car elle rapproche le citoyen des acteurs porteurs du développement. L'aide au développement doit tenir compte de cela. Reste qu'il faut pouvoir mesurer l'impact des actions. Et passer du niveau micro au niveau macro est indispensable.

Selon Aziz Diop, en Guinée, toute information qui ne fait pas de la publicité pour le gouvernement ne passe ni à la télévision ni à la radio nationale. Quatre radios privées à Conakry ont vu le jour. La société civile est en train de monter sa propre radio pour vulgariser sa stratégie de développement. Il n'est bien sûr pas possible de diffuser des documentaires sauf dans des espaces de discussion restreints. Le problème d'accès à l'électricité limite énormément la démarche, notamment vis-à-vis des publics ruraux qui vivent dans des conditions extrêmement difficiles.

Une participante française manifeste son étonnement face au discours de Kevin Adomayakpor sur l'éducation. En France, on se bat contre la privatisation du système. Or au Sénégal, la société civile propose la privatisation. Veut-on la fin des Etats africains ou plutôt qu'ils soient au service de leurs populations ? On est de mèche avec les pays africains pour que nos sociétés pillent les ressources des pays du Sud. Où est la place du politique ?

Henry de Cazotte croit énormément à l'impact des nouvelles technologies sur le développement. Ainsi en finançant le téléphone mobile en Afghanistan, on a eu un impact sur la situation des femmes. En France, il y a assez peu d'offres de compétences sur le thème « média et développement », alors que ce créneau est très développé dans le monde anglo-saxon. Le téléphone mobile bouleverse la situation y compris dans des zones où il n'y a pas d'électricité et il a un impact considérable sur l'économie.

Le cinéma numérique ambulancier évoqué par Kevin Adomayakpor a un impact fascinant sur la vie du quartier. Les interviews tournées dans la journée sont rediffusées le soir même.

En guise de conclusion, Anne-Françoise Taisne, déléguée générale adjointe du CFSI, estime que la société civile du Sud, actrice de développement, ne doit pas pour autant dépendre d'organisations du Nord qui voudraient imposer leur propre vision. Un idéal reste à construire qui nécessite en particulier de repenser le rôle de l'Etat par rapport à celui, récemment renforcé, des collectivités territoriales. La question un peu récurrente est de savoir ce que doivent faire les ONG du Nord. Pourquoi est-on là et quel peut-être notre engagement ? Il est indispensable que nous soyons clairs sur nos objectifs.

Table ronde n°2 : « Acteurs du changement dans les pays du Sud, une médiatisation vitale ? »

Animation : Soraya Morvan-Smith, journaliste

Cette table ronde vise à s'interroger sur l'intérêt de médiatiser la contribution des acteurs africains au développement.

Résumé

En Afrique, et en particulier au Niger, les organisations de la société civile qui avaient vu le jour pour combler les lacunes d'Etats défaillants, se mobilisent aujourd'hui pour que les gouvernements assument leurs responsabilités. Cette posture de plaidoyer rend difficile une médiatisation déjà faible. Pour les OSC africaines, l'accès aux médias est restreint : les médias publics sont monopolisés par les gouvernements qui, au moyen de pressions financières, instrumentalisent aussi les médias privés. Les médias associatifs, notamment les radios communautaires, offrent une tribune mais les faibles possibilités de financement pénalisent leur développement.

Au Nord, la logique événementielle qui régit les médias est antinomique avec la notion de développement. Les responsabilités sont partagées : aux journalistes de mettre les informations en perspective plutôt que de fonctionner à chaud, aux sociétés d'éduquer leurs citoyens aux médias, aux organisations de la société civile de mettre en œuvre des stratégies d'alliance avec ces supports.

Moussa Tchangari, journaliste nigérien, secrétaire général d'*Alternatives Niger*, groupe de média citoyen

Au Niger, la constitution de la société civile a été perceptible à partir des années 1990, à la faveur de combats démocratiques. Ces luttes s'inscrivaient dans une logique d'opposition aux politiques d'ajustement structurel². Face à l'émergence de nombreuses organisations nigériennes, les partenaires et les bailleurs internationaux ont senti la nécessité d'une plus grande délégation de responsabilités. On parlait alors de coopération décentralisée : promouvoir le développement dans les pays du Sud passait nécessairement par des intermédiaires. Les ONG sont alors venues remplacer des Etats de plus en plus inefficaces et déclarés irresponsables, notamment sur le plan social. La société civile nigérienne a suivi ce mouvement et s'est développée pour pallier les manquements de l'Etat. Au Niger, on disait que les ONG s'étaient spécialisées dans la captation de l'aide. Les pays « fournisseurs » de cette aide n'ont toutefois pas tenu leurs promesses et la situation est devenue déplorable.

Aujourd'hui, une conscience nouvelle est en train de naître. L'Etat est irremplaçable et il a l'obligation de garantir l'accès aux droits essentiels. Jusqu'à présent, pour les puissances dominantes, le rôle des organisations nigériennes se limitait à colmater les brèches pour maintenir le système. Maintenant elles commencent à s'opposer au système. Une société civile qui interpelle l'Etat et fait pression est en train d'émerger.

Ces changements démocratiques en Afrique se sont caractérisés par le développement d'une presse plurielle (journaux, radios, télévisions). Les médias les plus importants en nombre sont les médias associatifs. Ainsi, une centaine de radios associatives coexistent au Niger contre trente stations privées. La société civile a créé ses propres médias communautaires que les bailleurs ont soutenus, à la condition qu'ils ne traitent pas de politique. Que les médias communautaires puissent être des espaces de débats, que l'on puisse y discuter des politiques publiques et qu'ils permettent une prise de conscience politique du citoyen, telles sont pourtant à mon sens leurs principales raisons d'être. Ces médias sont donc réduits à un rôle d'information sur les questions de développement, ce qui en dit long sur la connivence entre le pouvoir et les ONG.

² Les politiques d'ajustement structurel sont des politiques préconisées par le Fonds Monétaire International qui visent un objectif double : la restauration de l'équilibre budgétaire des pays pauvres, comme préalable à l'aménagement de la dette et le retour à la viabilité économique extérieure du pays. Les moyens à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif font l'objet d'une négociation entre le pays et les experts du FMI.

Au Niger, la distinction entre ONG et association a son importance. Pour être reconnue, une ONG doit présenter un plan d'action qui s'inscrit dans le discours du gouvernement, lui-même inspiré des politiques internationales. A contrario, une association pourra prendre position sur des questions politiques. Elle conserve son autonomie et sa capacité de mobilisation.

Dans la plupart des pays africains, les médias publics sont restés sous le contrôle des gouvernements. Les acteurs sociaux et politiques n'y ont pas accès. Un reportage réalisé sur une question d'actualité, comme par exemple le changement de constitution, n'aura aucune chance d'être programmé par une radio publique. D'autres sujets sensibles comme la sécurité alimentaire subissent la même censure. Suite à la crise alimentaire qui a frappé le Niger en 2005, nous avons réalisé un documentaire qui démontrait la responsabilité du gouvernement. Comme c'est la pratique au Niger, nous étions prêts à payer pour sa diffusion. Les médias publics l'ont toutefois refusé. La liberté d'expression est encore bien loin d'être acquise.

Hassan Diop, journaliste, chef d'édition et coprésentateur de l'émission *Le Débat africain* sur RFI

RFI donne la parole à ses auditeurs et porte leur voix. Radio de proximité, elle émet notamment dans les dix-sept pays francophones et 50 % de ses auditeurs sont en Afrique francophone. Il faudrait d'ailleurs ajouter à l'exposé de Moussa Tchangari des médias tels que RFI ou la BBC...

Si RFI ne se présente pas comme un média de développement, la question du développement est omniprésente. J'illustrerai mon propos avec un exemple récent : la tentation du président du Niger de se maintenir au-delà de son mandat. La cour constitutionnelle a rejeté le projet de référendum. RFI a traité cette information en donnant la parole aux différents acteurs (le président nigérien, ses partisans, ses adversaires, les ONG en place, etc.). Nous estimons que la question de la démocratie est totalement liée à celle du développement. En couvrant cette actualité, nous contribuons à notre manière à répondre à des préoccupations de développement.

RFI est une radio généraliste et traite par conséquent de l'actualité. En parallèle, nous diffusons quotidiennement une chronique d'un correspondant au Mali qui relate des expériences dans les domaines agricole, de l'élevage, etc. C'est notre façon de parler de dynamiques porteuses d'espoir. Si les sujets politiques, les crises, les conflits dominent dans les journaux, dans les tranches d'information, il y a des reportages sur l'agriculture, l'économie, la santé ou l'éducation. RFI joue d'ailleurs un rôle crucial pour donner la parole aux acteurs africains et se faire leur porte-parole. La radio invite quotidiennement à l'antenne deux Africains : des acteurs majeurs, politiques, culturels ou de la société civile. Sur RFI, s'expriment autant des chefs d'Etat que des représentants d'ONG, des paysans, des docteurs ou des gens de la rue. Par ailleurs, plusieurs départements de RFI sont impliqués dans la coopération au travers de formation de techniciens ou de journalistes, de prix pour récompenser des initiatives en matière d'agriculture, de culture, etc.

RFI, ce n'est pas la « voix de la France ». Si RFI est née comme Radio de la France Libre à Brazzaville en 1940, elle s'est transformée dans les années 1980, pour devenir une grande radio internationale à l'image de BBC World. Notez enfin que RFI prévoit des diffusions dans des langues africaines.

Patrick Busquet, journaliste et directeur général de *Reporters d'Espoirs*, agence d'informations « porteuses de solutions »

L'expérience de *Reporters d'Espoirs* est originale à plus d'un titre. Tout d'abord, en terme de dispositif entrepreneurial puisque nous sommes une association et une entreprise. L'association a été fondée il y a cinq ans, avec la création d'un prix pour valoriser l'information porteuse de solutions. Deux ans plus tard est née l'agence de presse, une SARL qui a pour mission de développer des contenus et qui emploie aujourd'hui dix personnes.

Deuxième spécificité : nous ne traitons pas l'actualité même si nous pouvons nous en servir. L'actualité s'enferme dans les événements qui la ponctuent et qui réduisent le champ de vision. Ce sont pourtant les besoins de développement, de justice, de démocratie qui

régissent en premier lieu les sociétés humaines. *Reporters d'Espoirs* identifie ces enjeux d'intérêt général puis s'attache à repérer des réponses exemplaires.

Troisièmement, notre traitement de l'information s'inscrit dans un journalisme de résultat. Toutes les informations que nous produisons peuvent être caractérisées par le résultat de l'action dont nous parlons. C'est pourquoi nous abordons les acteurs et leurs organisations par l'angle de leurs actions et non pas par celui de leurs personnalités.

Enfin, nous diffusons de l'information via les partenariats que nous développons. Nous ne nous positionnons pas comme un éditeur mais comme un fournisseur de contenus. Notre but est que ces solutions soient connues, reconnues et reproduites. Concrètement, *Reporters d'Espoirs* conclut des partenariats avec des titres et élabore des produits éditoriaux. Soit les médias achètent les contenus, soit l'agence de presse cherche des annonceurs prêts à financer des contenus novateurs dans des médias à forte puissance de diffusion. Nous fournissons également des contenus aux entreprises. Souhaitant se mettre au diapason de la Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et du développement durable, de nombreuses entreprises créent des sites-portails³ qui deviennent de nouveaux médias. Ces négociations commerciales permettent de monter en parallèle des opérations gracieuses. Le journal de rue *Macadam*⁴ a relancé sa diffusion à l'automne dernier. Suite au succès du premier numéro avec une progression de 30 % des ventes, *Reporters d'Espoirs* fournit maintenant gratuitement une page dans chaque numéro. Si nous devons nous conformer aux lignes éditoriales, nous fabriquerions des contenus fondamentalement différents, peu narratifs et émotionnels. Nos contenus détaillent la réponse qui a été développée et son caractère reproductible.

Notre vision médiatique est fondée sur la responsabilité sociale des médias et des publics. Le monde vit dans une enveloppe médiatique : peu d'endroits sur la planète échappent à la production médiatique. Comme elle se fait surtout le relais d'événements, cette production est majoritairement émotionnelle. Cette situation finit par créer des images médiatiques déconnectées du vécu réel. L'espace médiatique, plutôt qu'une enveloppe, peut devenir une matrice qui impulse une conscience du futur, à la condition que nous parvenions à modifier le rapport à nos métiers d'information d'une part, et le rapport à notre consommation d'information d'autre part. L'information construit le monde. Si nous évoluons selon un schéma de journalisme axé sur le résultat, vers un récit médiatique concret, nous activerons une part de responsabilité et nous pourrions apaiser les tensions vécues.

Soraya Morvan-Smith introduit la notion de « journalisme positif ». Le journalisme s'est-il transformé avec le reste du monde et n'essaierait-il pas, en parallèle à une mouvance altermondialiste, de parler de ce qui va mieux ?

Moussa Tchangari se considère comme un activiste qui travaille dans les médias. C'est le militantisme qui l'a mené vers le journalisme. Il n'a d'ailleurs jamais fréquenté d'école de journalisme. Il collecte et traite des informations dans l'objectif de promouvoir la démocratie et enclencher des changements profonds dans la société. Paysans pour l'essentiel, les jeunes, formés dans sa radio par les professionnels, produisent des émissions qu'on ne trouve pas dans les médias traditionnels. Ils organisent ainsi des forums dans les quartiers ou les villages et ils impulsent les débats qui sont ensuite diffusés. Le journaliste participe également à la vie de la communauté en offrant un espace de dialogue et de discussions car les palabres se poursuivent en dehors des ondes. Ils sont donc journalistes et militants.

Hassan Diop fait remarquer que RFI est consciente d'un journalisme alternatif et travaille avec de nombreuses radios communautaires qui relaient ses programmes. Via sa coopération, RFI s'implique par ailleurs avec les médias africains ainsi qu'avec des organisations de la société civile, dans le domaine de l'information alternative.

Moussa Tchangari reconnaît que son association intervient régulièrement sur RFI et qu'aujourd'hui encore, dans de nombreuses zones rurales dépourvues de radios locales, les stations internationales permettent d'ouvrir le débat et de contrebalancer les informations des médias d'Etat. Il regrette cependant que RFI ait mis plus d'un demi-siècle à comprendre que seule l'élite parle français en Afrique : elle ne propose des programmes en langue locale que depuis deux ou trois ans ! On doit sortir de la logique néocoloniale qui consiste à diffuser

³ pourunmondequichange.com par la BNP, le portail Orange, generation-responsable.com par Generali, etc.

⁴ www.macadamjournal.com

exclusivement en français. Les Africains ont aussi des langues et des cultures propres. Pour que le peuple puisse y avoir accès, il faudrait aussi diffuser les documentaires en langues locales.

Soraya Morvan-Smith interroge les intervenants sur les freins qui demeurent pour la reconnaissance des pays du Sud dans les médias du Nord.

Pour Patrick Busquet, les salles de rédaction sont cloisonnées et ont des regards très idéologiques. Ce qui est en jeu, est notre capacité à être ou non ouverts sur le monde et en empathie, formés politiquement, à avoir ou pas les connaissances économiques et historiques indispensables. Il y a une chaîne de responsabilités, de la formation des journalistes à l'attitude du public et, tant que nous nous contenterons de notre égoïsme culturel, pourquoi voulez-vous que nous générions autre chose ?

Pour Hassan Diop, on ne peut pas demander aux pays du Nord d'être réceptifs aux préoccupations des pays du Sud. Les médias occidentaux diffusent une information de proximité. On parle rarement de l'Afrique au journal télévisé et quand on traite de l'actualité africaine, ce sont les enfants soldats, la famine, etc. Le développement passe aussi par exemple par des actions sociales pour une meilleure éducation. Cette mission d'information ne peut être menée que par des médias africains. Cela nécessite une expertise mais également un militantisme et une conviction qu'on ne peut pas demander à un journaliste occidental.

Sur l'usage d'Internet dans l'accès à l'information, Moussa Tchangari explique que ce média est très peu développé. Seul 1 % de la population y a accès. Les contenus, en langues occidentales, sont de toute façon inaccessibles du fait de l'analphabétisme. *Alternatives Niger* a créé un site bilingue afin que, dans le futur, ceux qui savent lire et écrire dans leur langue puissent produire du contenu. Mais dans l'immédiat, il n'y a pas d'utilisateur en milieu rural. La radio demeure le média dominant en Afrique... avec le bouche à oreille.

Débat avec la salle

Un journaliste d'Initiative Africa évoque le problème du financement. De quelle manière les fonds, privés ou publics, risquent-ils d'influencer notre travail ? Les médias africains, à qui l'on reproche leur conformité par rapport au pouvoir politique, ne sont-ils pas dans l'impasse ?

Moussa Tchangari reconnaît que la question du financement est essentielle. En achetant de l'espace publicitaire, les entreprises pourraient financer les médias mais les rapports malsains qu'elles entretiennent souvent avec l'Etat font qu'elles ne veulent pas investir dans d'autres supports que les médias gouvernementaux. Dans la plupart des pays africains, il est prévu que l'Etat apporte une subvention directe aux médias. Au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, il existe un fonds d'aide à la presse. Mais les médias communautaires et associatifs n'en bénéficient pas et ils n'ont pas non plus d'avantages fiscaux.

Hassan Diop estime qu'en Afrique, le problème est réel mais qu'il existe cependant de solides groupes de presse, comme *Wal Fadjri* et *Sud* au Sénégal. Des institutions internationales comme les Nations Unies sont conscientes de ces problèmes et, dans chaque opération de maintien de la paix, une radio est d'ailleurs mise en place avec des journalistes locaux. Pour Patrick Busquet, la seule réponse est celle du funambule. L'indépendance de *Reporters d'Espoirs* se paie au regard de son déficit économique. En faisant venir des financements sur la qualité des contenus, l'agence de presse tente de renverser la tendance.

Atika El Mamri, présidente de la Fédération des associations des handicapés moteurs d'Algérie, dit craindre les journalistes et leur façon de comprendre et de restituer les choses. Généralement à la clef, c'est la déception : les journalistes viennent avec leurs valeurs, leurs préjugés... « alors que l'on voudrait qu'ils filment notre âme ». Filmée dans le documentaire « Autrement citoyens... des associations en mouvement » d'Habiba Djahnine, c'est la première fois qu'elle s'est découverte une identité d'acteur du développement.

Aziz Tadjedine, président de l'association Protection contre le sida d'Algérie, émet quant à lui des réserves sur le « journalisme de résultat ». Il souligne l'importance de la narration : à travers des témoignages, l'émotion permet souvent une prise de conscience.

Marine Lefebvre de SOS Faim Luxembourg évoque la schizophrénie des médias : alors que les informations sont trop souvent insuffisantes et partielles, les problèmes relatés par les médias coexistent avec des mobilisations de la société civile, dont on ne parle pas.

Caroline Pierret du Geres, s'interroge : comment ne pas être manipulé par les pouvoirs en place, les annonceurs ou les bailleurs ?

Le risque de manipulation existe toujours et tout le temps, admet Patrick Busquet. C'est là où la structure et la démarche sont déterminantes. Nous pratiquons le journalisme « assis » mais nous le bordons : nous nous obligeons à un contact direct avec l'acteur, nous vérifions les informations comme tous les journalistes, faisons systématiquement appel à des experts détachés de l'information traitée. Il y a de plus en plus de médias mais ils diffusent de moins en moins d'informations et de plus en plus de *news*. Cette dégradation de la qualité de l'information, de sa mise en perspective, dépend avant tout de la responsabilité des sociétés et des individus. C'est pourquoi nous avons besoin d'une éducation à l'information, dans nos familles, dans nos écoles et dans nos sociétés. Constitutive de la démocratie, l'information fabrique le futur.

Répondant à Atika El Mamri et Aziz Tadjedine, Patrick Busquet reconnaît qu'il existe un décalage entre le vécu des acteurs de terrain et les informations relatées, car les temps d'action sont différents. Tant que les ONG fonctionneront dans un rapport d'utilisation aux médias, elles seront déçues. Si une ONG souhaite voir une image fidèle reproduite dans les médias, elle doit construire une relation avec les journalistes pour que la transcription médiatique se nourrisse de ce vécu. Les acteurs de la société civile doivent construire des alliances avec des acteurs médiatiques.

RFI évite l'écueil de la manipulation en vérifiant l'information et en tâchant de donner la parole à l'ensemble des acteurs, explique Hassan Diop. Au moment de la crise alimentaire au Niger, RFI a été attaquée de façon violente car elle avait donné la parole à des responsables d'ONG qui parlaient de famine. Certes, RFI subit des pressions (des correspondants ont déjà été démis de leurs fonctions car ils dérangeaient le pouvoir), mais elles s'exercent sur les directions et, même si les financements sont publics, les journalistes sont libres et indépendants.

Selon Moussa Tchangari, la démocratie n'est pas enracinée au Niger. Des journalistes sont arrêtés, voire tués et les médias peuvent se voir retirer leur autorisation. Lui-même a été emprisonné à cause de ses activités journalistiques et sa radio a été fermée à deux reprises. Les pouvoirs publics n'acceptent pas l'expression d'opinions contraires au discours souverain. Mais si les journalistes peuvent être manipulés, ils peuvent aussi être manipulateurs, notamment à travers le choix et la hiérarchisation des sujets traités. En France, on parle actuellement beaucoup de l'Iran car cela correspond aux intérêts des pays du Nord. Dans le même temps, les contestations au Venezuela sont passées sous silence. Autre exemple : quand RFI évoque le Mouvement nigérien pour la justice, c'est toujours en parlant de « rébellion touareg ». Touareg à l'origine, ce mouvement a évolué. Ce raccourci le cantonne à une dimension ethnique.

Les médias internationaux doivent abandonner leurs grilles de lecture de la réalité et les journalistes faire des efforts pour être plus ouverts et pour connaître les situations avant de les aborder. La diversité est importante dans le traitement de l'information, que ce soit sous l'angle émotionnel ou celui des résultats. Les acteurs de la société civile doivent se doter de stratégies d'accès aux médias car c'est à nous, associations, de faire preuve d'innovation et de créativité pour intéresser les médias à ce que nous faisons.

Soraya Morvan-Smith conclut. Nous n'avons pas obtenu de réponse à la question du rôle de la médiatisation des acteurs des sociétés civiles au Sud, mais plusieurs nouvelles questions : quelles sont les règles, quelles sont les contraintes des journalistes et des médias ? Ces exemples de militantisme journalistique, d'une radio internationale à financement d'Etat et d'une organisation porteuse de solutions nous ont montré que malgré des environnements, des contraintes économiques et des contextes très différents, partout les journalismes sont des exercices fragiles.

Table ronde n° 3 : « Le film documentaire, un outil approprié au service de l'information des publics sur les questions de développement ? »

Animation : Denis Decraene, chargé d'évaluation au Ministère des Affaires étrangères et européennes et membre du bureau de l'association Contrechamps.

Cette table ronde propose d'analyser un média, le film documentaire : pourquoi et à quelles conditions est-il un moyen de communication particulièrement efficace pour traiter de la contribution des acteurs africains au développement ?

Résumé

Contrairement au reportage, qui répond à une démarche journalistique, le documentaire a obligatoirement un parti pris, assumé par l'auteur. Au-delà de sa diffusion comme finalité immédiate, un film documentaire participe à la constitution d'un patrimoine et d'une mémoire dont le premier mérite est d'exister. Le film documentaire s'inscrit ainsi dans le passé et dans l'avenir.

Construit dans la durée, le film documentaire anthropologique offre une analyse sensible des personnes filmées, en restituant, dans un continuum d'images, leur logique propre et le jeu de leurs interactions avec le contexte social. Ce type de film s'adresse toutefois à un public bien spécifique. Selon certains, un film documentaire doit être réalisé indépendamment du public visé. Pour d'autres, le public visé influence le contenu et la construction du film. La question de la pertinence du film documentaire comme outil d'évaluation d'un projet de développement est posée.

Pour sensibiliser le public sur des sujets tabous, la fiction peut être préférable au documentaire. Une bonne cohabitation de la fiction et du documentaire est nécessaire. Pour aborder des sujets comme le sida lors de projections ambulantes, certains courts métrages mixent la fiction et le documentaire. De l'avis général, la technologie numérique entraîne une démocratisation de la réalisation de films en Afrique.

Michèle Fiéloux, chercheur au CNRS au Laboratoire d'anthropologie sociale

Diffusion d'un extrait de l'interview d'Ini Damien Youl, représentante d'une ONG pour la promotion de la femme en pays Lobi au Burkina Faso.

La réalisation de ce film documentaire représente le troisième volet d'un travail de recherche portant sur la région lobi du Burkina Faso et s'appuyant sur l'image. Il est consacré au mouvement de résistance des femmes aux conditions très difficiles auxquelles elles sont soumises dans leur quotidien et qui perdurent malgré les transformations de la société lobi.

Le film concerne donc un groupement de femmes de tout âge, créé en 1991 à l'initiative d'une enseignante lobi, Madame Ini Damien Youl. Ce mouvement s'est fait l'écho des principaux problèmes rencontrés par les femmes tout en cherchant à apporter, par des formes élaborées de sensibilisation, des améliorations notables dans divers domaines, santé, éducation, etc. En effet, les différentes opérations engagées reposent sur une prise de conscience lentement acquise par les intéressées de l'ensemble de leurs conditions de vie. L'acquisition d'une vraie liberté d'expression est bien la condition de cette dynamique.

Le film sera donc bâti sur un montage parallèle entre :

- les entretiens menés avec la responsable sur l'histoire de ce mouvement ;
- la découverte d'une forme totalement inédite d'expression féminine, soit une mise en scène où, pour la première fois, on utilisera des masques, confectionnés par les intéressées pour incarner les « personnages » principaux de leur quotidien, mari, devin, exciseuse, etc ;
- le développement récent du « théâtre forum », dont le principe repose sur l'interactivité avec le public à partir de scénarios originaux réalisés par les femmes de l'association.

Jacques Lombard, anthropologue

L'image et le son associé permettent-ils de dire quelque chose de plus que le texte et si c'est le cas de quoi s'agit-il exactement ? Peut-on dire que le langage cinématographique autorise d'autres modes de construction du réel ? D'autres modes qui offriraient une vraie place à la question du sensible et des affects dans les relations sociales et, de cette manière, à une certaine analyse des rapports de l'individu au collectif, du sujet au social ?

La thématique proposée concerne l'approche de la personne, saisie tout à la fois dans sa logique propre et dans le jeu de ses interactions avec le contexte social, traduisant l'ensemble des dynamiques qui dessinent les transformations contemporaines. Comment une personne se révèle-t-elle dans la pluralité de ses expressions ? Comment se reflète-t-elle dans un continuum d'images, construites et vécues comme telles ? Comment se cherche-t-elle et s'invente-t-elle en définitive dans chaque processus d'individualisation ? Comment un individu tente-t-il d'exprimer sa singularité, à la fois confronté aux résistances du monde dont il est issu et porté par l'évolution propre de sa société dont il est de cette manière un acteur dans un double mouvement où il vit la nécessaire modernité en se révélant, de cette manière, à lui-même ?

Dans cette perspective et d'une manière générale, notre interrogation scientifique peut se résumer ainsi : en quoi l'image matérielle précisément associée à l'écrit, à l'énoncé, nous permet-elle, pour sa part et d'une manière spécifique, d'explorer, de construire et d'explicitier le réel qui est celui des sciences sociales ? Bien loin de vouloir minimiser ici la place de l'écrit, nous souhaitons au contraire, renforcer l'utilisation de l'image, aux côtés de l'écrit, pour progresser dans le développement des connaissances. De fait, ce travail reste encore largement exploratoire en sorte qu'il nous faut toujours travailler concrètement avec et sur l'image pour avancer dans notre réflexion.

Denis Decraene introduit la question de la distinction entre le reportage et le documentaire. Il s'interroge sur les différences entre les deux genres.

François Le Bayon, directeur de Lieurac Productions

Le reportage nourrit l'information, il traite du côté immédiat des événements. A l'inverse, le documentaire a un caractère plus pérenne. Il demande plus de temps et un véritable travail d'écriture.

Jean-Louis Saporito, réalisateur et président de l'association Contrechamps

Le reportage présente la réalité le plus objectivement possible. Il répond à une démarche journalistique. A l'inverse, le documentaire est l'œuvre d'un auteur et a obligatoirement un parti pris. Les séquences sont choisies et convoquées dans le sens souhaité. La notion d'auteur est très importante, elle relève du militantisme et de l'engagement. Le documentariste veut faire partager ses idées à l'autre.

Jean-Pierre Garcia, directeur général du festival International du film d'Amiens

Si la diffusion du film documentaire apparaît comme sa finalité immédiate, il peut se concevoir sur d'autres échelles de temps : le passé et le futur. Il participe à la constitution du patrimoine en formant une mémoire. Si l'on reproche aux films financés par les pays occidentaux de porter un regard idéologique, l'important est qu'ils existent. C'est l'absence d'image ou de représentation qui pose l'abnégation absolue. Par exemple, le documentaire « N'gor, l'esprit des lieux », du réalisateur sénégalais Samba Félix N'Diaye, traite de la question de l'islamisation du Sénégal, des résistances qui s'y sont opposées et des aptitudes nouvelles que cela a générées. Ce film est une illustration de l'histoire du réel de sa communauté. Il s'inscrit dans le passé et dans l'avenir de son peuple.

Denis Decraene pose la question de la fonction d'outil de sensibilisation du documentaire.

Pierre Barrot, ancien producteur d'émissions de télévision (séries "Baobab" et "Taxi Brousse" - fiction et documentaire) et ancien attaché audiovisuel au Nigeria et en Algérie

La citation de Godard « Le documentaire parle des autres, la fiction de nous-mêmes », nous éclaire sur l'étroite relation existant entre le documentaire et la fiction. Les deux doivent cohabiter et se compléter car ils s'adressent à un public différent. Certains sujets considérés comme tabous sont plus facilement abordables par le biais de la fiction. Par exemple, le film « Hôtel Rwanda » de Terry Georges, a touché un public cent fois plus important que ne l'aurait permis un documentaire traitant du génocide rwandais.

Débat avec la salle

Le débat porte sur la question du public ciblé par le documentaire. François Le Bayon estime que dans la quête de l'impact maximal, le public rêvé est toujours le plus large possible, celui qui correspondrait au créneau de 20h30 sur TF1. Cette quête est toutefois utopique. Selon lui, il faut réaliser un film parce qu'on a envie de le faire, et non pour un public.

Jean-Louis Saporito estime que le public auquel on s'adresse est important : le travail des anthropologues est très ciblé et bien différent d'un documentaire qui serait diffusé lors du *prime time* de TF1. Il illustre son propos en prenant l'exemple d'un documentaire « Niger, l'autopsie d'une crise alimentaire », qu'il a réalisé sur l'Aide publique au développement au Niger. Cette commande de l'Agence française pour le développement (AFD) avait pour objectif de déterminer pourquoi l'Aide publique au développement n'a pas réussi à enrayer la crise alimentaire. Il constate que le film qu'il a construit est en direction d'un public non averti, et qu'un Nigérien aurait fait un film tout à fait différent.

Eric Mounier, documentariste, rebondit sur cette question de l'évaluation filmée et témoigne de sa propre expérience en la matière, dans le cadre d'un projet de l'AFD au Cambodge. Il précise qu'une évaluation obéit à un processus lourd. Elle vise la production d'un rapport écrit et doit permettre la prise de décision. Il pose la question de la capacité de l'image à rendre compte d'un projet de développement.

La salle s'attarde sur les questions de diffusion et de production de documentaires. Jean-Pierre Garcia indique que des systèmes de cinéma ambulant (argentique mais surtout numérique) se développent en Afrique. De nombreux courts métrages sont réalisés. Beaucoup ont pour sujets les ONG ou le sida, et mixent la fiction et le documentaire. Ils sont souvent diffusés dans des centres sociaux.

Pierre Barrot ajoute qu'au Nigeria, le documentaire n'est pas du tout développé mais qu'on constate une importante production de fictions. Certaines sont porteuses de messages forts. Il juge que les Nigériens font de la vraie fiction, touchant la réalité des choses sans avoir de démarche utilitaire.

Un participant attire l'attention sur l'expansion du numérique, qui facilite l'accès aux moyens techniques nécessaires à la production de films. Jean-Louis Saporito témoigne de cette même évolution au Niger. François le Bayon confirme, rapportant le constat, selon un prestataire audiovisuel, de l'explosion d'envoi de matériel numérique vers l'Afrique.

Table ronde n° 4 : « Le film documentaire, un outil de médiation, d'échanges, de formation ? »

Animation : Guy Lambert, responsable du Master « Les métiers du film documentaire » à l'université de Provence.

Cette table ronde vise à observer l'outil film documentaire dans différentes applications.

Résumé

L'outil documentaire peut être employé à des fins très variées.

Utilisé comme vecteur entre deux groupes dans le cadre d'un projet d'échanges culturels, il incite au débat et favorise le dialogue et la découverte.

Dans le processus très particulier de vidéo participative, la vidéo crée des espaces d'expression au profit des personnes dont la parole est exclue. En rééquilibrant la prise de parole, elle favorise la concertation au sein d'un groupe. Ce n'est pas tant le produit fini mais le processus de sa production qui est intéressant.

Les ateliers de formation au documentaire peuvent permettre à une population isolée de se réapproprier son image et de se présenter par elle-même, par son propre regard. Le documentaire demande alors à son auteur un travail de réflexion sur l'image qu'il veut donner de lui-même. Ce travail d'auto-analyse favorise le développement personnel de l'auteur.

L'utilisation du film documentaire comme outil de restitution d'un projet de développement est délicate. Pourtant, ce regard décalé sur le projet est porteur d'une grande sensibilité.

Si la production de documentaires est une fin en soi, le documentaire apparaît également comme un outil de médiation intéressant. Son utilisation dans le cadre de projet de développement se révèle pertinente et efficace.

Farid Mouhous, responsable du Secteur 12-25 ans à l'Office municipal de la jeunesse d'Aubervilliers

L'Office municipal de la jeunesse d'Aubervilliers organise depuis plusieurs années des ateliers de formation cinématographique, tout en développant son ouverture vers l'international, par l'organisation d'échanges de jeunes, principalement avec le Mali. L'idée m'est venue de créer un projet en lien avec l'Algérie. J'ai alors recherché une association algérienne, travaillant comme nous en direction de la jeunesse. J'ai finalement rencontré l'association SOS-Bab-el Oued, qui travaille avec les jeunes du quartier de Bab-el-Oued à Alger.

Nous avons développé le projet d'échange de jeunes «La Caravane de Bab-el-Oued à Aubervilliers». En 2007, une douzaine de jeunes d'Aubervilliers se sont déplacés à Alger, pour y effectuer un stage de formation aux techniques de production, montage et programmation de films. Au cours de cet atelier, les jeunes, algériens et français ont réalisé ensemble un court métrage sur le sujet de leur choix. L'échange réciproque a été organisé en mars cette année. Au-delà des échanges entre les jeunes, l'objectif principal de l'atelier est de soutenir le lancement du ciné-club de l'association SOS Bab-el-Oued. Nous avons construit ensemble ce projet, sur un pied d'égalité. Les Algériens nous ont aidés, les formateurs étaient communs, nous avons beaucoup appris. Nous comptons promouvoir cette démarche. Pour cela, elle fera l'objet d'un documentaire.

Fathia Hamadache, trésorière de l'association SOS Bab El Oued

L'association SOS-Bab-el-Oued a été créée à l'occasion des événements tragiques qui ont frappé l'Algérie. Pendant 10 ans, l'Algérie s'est trouvée isolée et nous avons dû nous prendre en charge et développer nous-mêmes un moyen de recréer du lien au cœur de notre société déchirée. Il nous fallait réapprendre à vivre. Bab-el-Oued est un quartier islamique, isolé et populaire. Il nous a semblé que l'audiovisuel était le meilleur moyen pour les jeunes de rencontrer des jeunes d'autres cultures.

Former les jeunes pour qu'ils puissent véhiculer leurs propres messages, faire un film sur leur quotidien et organiser des débats était un moyen de les ouvrir au monde et sur le monde et de dire que nous, Algériens, nous ne sommes pas des islamistes.

Khirdin Grid, jeune d'Aubervilliers

J'ai participé à l'atelier de formation à Alger. Nous travaillions déjà sur l'audiovisuel mais ce qui était intéressant, c'était de pouvoir transmettre ce que nous faisons et aider à créer un ciné-club à Alger. A Aubervilliers, il y a une forte population originaire d'Algérie, du Mali mais lors de l'atelier, l'échange était différent, plus riche.

Baudouin Koenig, membre de l'ONG audiovisuelle Alterdoc

Diffusion du film de présentation des Ateliers de formation au documentaire organisés au Kurdistan irakien par Alterdoc.

Alterdoc est un groupe de cinéastes partageant l'envie de s'engager. Nous voyons le documentaire comme un véritable outil de démocratie, permettant de réfléchir sur la société. Nous menons un projet depuis deux ans, né de la demande irakienne. Des gens qui travaillaient à la télévision en Irak ont découvert, par le biais du satellite, des chaînes comme Arte, sur lesquelles étaient diffusés des documentaires qui parlaient d'eux. Ils ont alors voulu parler d'eux-mêmes. Par la suite, nous sommes allés filmer au Kurdistan irakien, où nos collègues nous ont parlé de leur isolement, dans un pays où il n'y a aucune structure de formation et où le seul modèle de média accessible est CNN.

Nous avons donc créé un atelier de formation à la création de documentaires, accessible aux professionnels du documentaire, mais également à ceux qui n'ont pas accès à ce média, notamment les femmes, les jeunes artistes... Nous voulons par ailleurs pérenniser cette action en créant une structure permanente en Irak.

Loïc Colin, agroéconomiste

Diffusion de deux extraits de vidéo participative, l'un réalisé au Mali, l'autre en Bolivie.

Lors de mes premières expériences de terrain en Amérique latine, j'ai été frappé par le fossé entre l'attente suscitée par un projet de développement et le projet lui-même, mais aussi par les difficultés de son appropriation et la difficulté de dialogue entre bailleur, porteurs de projet et bénéficiaires. Le principe de Vidéo Participative existe depuis les années 60. Il s'agit d'une vidéo de proximité réalisée par, et destinée aux acteurs locaux afin de leur permettre de prendre du recul vis-à-vis de leur situation mais aussi et surtout afin de renforcer et faciliter l'échange entre eux, mais aussi avec d'autres acteurs. C'est un mode de production vidéo et non un produit en soi : ce n'est pas tant le produit final qui est intéressant mais le processus collectivement mis en œuvre. Dans une démarche participative, le film est construit et visionné de façon collective. La vidéo crée des espaces d'expression au profit des personnes ou groupe de personnes dont la parole est exclue. Elle lui rend accessible l'ensemble de la réflexion et du diagnostic. Elle rééquilibre la prise de parole et donc le poids des différents protagonistes, elle réduit les asymétries d'informations, de capacités d'expression. Elle permet également de conserver une trace des échanges et éventuellement de faire revivre un débat s'étant tenu plusieurs mois ou années plus tôt. Elle a, enfin, un véritable côté ludique.

Débat avec la salle

Sur la question de l'impact de l'atelier sur les jeunes, Farid Mouhous précise qu'à leur retour à Aubervilliers, les jeunes sont accompagnés dans un travail de restitution et de perspective. L'intérêt étant de savoir si et comment ils réutilisent les acquis de cette formation. L'impact apparaît comme très positif : par exemple, Khirdin est aujourd'hui largement impliqué dans la vie locale et a créé son association audiovisuelle au cœur de la ville. Fathia Hamadache ajoute que les jeunes d'Alger continuent de faire de l'image et ont plein de projets en tête.

Le débat s'attarde longuement sur la vidéo participative : la salle s'interroge sur la place occupée par le réalisateur et la scénarisation dans les étapes de tournage et de montage du film. Loïc Colin précise qu'il endosse plus une fonction d'animateur que de réalisateur. Son

point de vue d'intervenant extérieur est assumé et présenté comme tel. Cependant, il ne dénature pas les propos des acteurs : le montage se fait de manière collective avec les personnes qui portent le discours. Les participants sont les seuls décideurs du contenu du film. Si l'on pousse le concept de vidéo participative à son extrême, les participants devraient filmer puis monter eux-mêmes leur film. Sur la question de la scénarisation, Loïc Colin précise qu'une vidéo participative n'est pas une fiction mais que la problématique doit être mise en relief et que de fait, un déroulé du film est écrit et ce, de manière collective également.

Un participant souligne une limite de la vidéo participative : dans certains pays où la parole est censurée, cette pratique pourrait exposer les acteurs à de véritables dangers. Loïc Colin reconnaît ne l'avoir mise en pratique que dans des espaces où la parole restait assez libre.

Un second participant remarque qu'un parallèle peut-être fait avec les diffusions de radio en langue vernaculaire, en milieu rural. Loïc Colin acquiesce. Dans les deux cas, la démarche est la même, le média est un prétexte pour juxtaposer des points de vue différents. Il précise que la vidéo a l'avantage de demander une étape de montage et donc un travail de réflexion supplémentaire. La radio reste toutefois inégalable du point de vue de la diffusion.

Sur la question du documentaire comme outil d'insertion et de formation, Habiba Djahnine, réalisatrice, présente l'intérêt particulier d'un pôle de formation et de diffusion de documentaires pour les jeunes en Algérie. Durant les années sombres du terrorisme qu'a connues l'Algérie, les seules images d'eux-mêmes visibles par les Algériens venaient de l'extérieur. L'idée leur est alors venue de créer un outil pour se regarder. Cette démarche, exigeant de réfléchir en amont, à l'image que l'on veut donner de soi-même, nécessite de développer un regard personnel, de l'intérieur. Elle constate que ce type de projet favorise le développement personnel des individus.

Pour Baudouin Koenig, la formation repose en grande partie sur la possibilité de visualiser des documentaires. Si la formation consiste à accompagner la formulation de ce que l'on veut exprimer, la formation du regard reste primordiale. On a besoin de voir des films pour en faire. Des initiatives de création de ciné clubs ou ciné ambulants sont à encourager pour proposer une alternative aux *telenovelas*⁵ qui sont aujourd'hui diffusées.

Patrick Brouillet de la division Evaluation et Capitalisation de l'AFD, témoigne de son expérience d'utilisation de la vidéo dans l'évaluation de projet de développement. Il est très difficile d'amener des « artistes », à développer un regard sur les questions techniques du développement. Pourtant, quand on y arrive, le regard décalé qu'ils portent sur un projet rend un effet extraordinaire, d'une incroyable sensibilité.

Sur l'évaluation de projet mandatée par un gouvernement ou une ONG, Moussa Tchangari, journaliste nigérien, secrétaire général d'Alternatives Niger, précise que la liberté de parole peut être limitée par les enjeux intrinsèques aux résultats de l'évaluation. Les intérêts en jeu ne facilitent pas l'expression : les populations bénéficiaires peuvent avoir peur de s'exprimer de façon claire, craignant la remise en cause du projet. L'accès au financement est ici un enjeu pouvant favoriser la langue de bois et encourager les ONG à une certaine forme de censure.

⁵ La *telenovela* ou *novela* est un feuilleton télévisé comportant des dizaines voir des centaines d'épisodes. Mêlant intrigues et sentiments, ce genre télévisé est originaire du Brésil et du Portugal. Il rencontre beaucoup de succès en Amérique, en Europe de l'est, mais également en Afrique et dans les DOM-TOM. Il peut être qualifié de véritable phénomène de société, influençant le langage, le comportement mais également le rythme de vie des populations.

Table ronde n°5 : « Acteurs du changement, acteurs à l'écran ? »

Animation : Anne d'Orgeval, responsable éducation au développement, du CFSI

Cette dernière table ronde propose une rencontre et une discussion autour de deux films documentaires coproduits par le CFSI. Tous deux mettent en valeur une société civile actrice de son développement. Des extraits des deux films sont diffusés, en introduction des propos des réalisateurs⁶.

Résumé

Le regard croisé de deux réalisateurs : Habiba Djahnine et Jean-Michel Rodrigo, sur leur expérience de création de documentaires.

Le documentaire vise à l'universel, son but est de sensibiliser le plus grand nombre. Pourtant, il ne doit pas être fait pour plaire. Le documentariste doit être capable d'assumer un regard différent. Le processus de création de documentaire comporte une étape de concertation entre le réalisateur et les acteurs du film. Elle vise à instaurer un rapport de confiance entre les parties. Tourner un documentaire nécessite par ailleurs une très bonne connaissance contextuelle du sujet.

D'un point de vue identitaire, la création d'un documentaire impacte ses acteurs et auteurs. Un travail d'analyse de soi est nécessaire. Cette étape de définition identitaire des acteurs ou/et auteurs du film favorise leur développement personnel et peut permettre la réappropriation de leur image.

Synopsis du film « Villa el Salvador, les bâtisseurs du désert » : *Ce film retrace l'histoire de centaines de milliers de paysans, d'ouvriers, de sans toit, de sans droit, de sans voix du Pérou qui ont eu l'outrecuidance de croire qu'il était possible de construire une cité idéale, libre et fraternelle sur un bout de désert de sable. L'utopie est devenue réalité malgré des obstacles gigantesques...*

Anne d'Orgeval interroge Jean-Michel Rodrigo sur les motifs qui l'ont mené à réaliser ce film.

Jean-Michel Rodrigo, réalisateur du documentaire « Villa el Salvador, les bâtisseurs du désert »

Villa el Salvador est née en 1971. J'ai vécu au Pérou dans les années 80, à l'époque de la guerre sale qui a fait 70 000 morts. Quand on a pensé que l'utopie avait été foulée par l'assassinat de Maria Elena Moyano, leader de la fédération des femmes de Villa el Salvador, certains sont partis. La tête du mouvement avait été coupée. Moi-même, j'ai tourné la page pendant des années. Quand je suis retourné au Pérou, tout le monde était revenu. Partout rejaillissait l'idée que lorsqu'on additionne les rêves et que l'on se sert les coudes, on peut y arriver.

Pour rendre compte de l'ampleur de ce phénomène et le transmettre à un public étranger, j'ai tenté de prendre une certaine distance et en même temps, pas du tout. Un documentaire doit avoir tendance à l'universel. J'ai cherché à ce que ce film parle à d'autres. L'histoire de Villa El Salvador est celle que je recherche en permanence : je cherche des communautés de gens qui ont des rêves. Quand on fait un documentaire, on le fait pour le plus grand nombre et on le fait pour les gens avec qui on l'a fait. La première des règles est d'avoir un respect des gens car il y a autant de personnes que d'opinions. Je ne pense pas qu'un documentaire soit fait pour plaire ; il doit être capable d'assumer d'avoir un regard différent de celui des gens.

Nous sommes sortis épuisés du film car il a fait ressurgir l'énormité du gâchis de cette époque : l'élan culturel et économique était énorme et cette dynamique, qui laissait imaginer que tout était possible, a été frappée de plein fouet par la violence. Quinze ans ne suffisent

⁶ « Villa el Salvador, les bâtisseurs du désert », de Jean-Michel Rodrigo a par ailleurs été projeté dans son intégralité, en clôture de la première journée du séminaire. La diffusion de « Autrement citoyen... des associations en mouvement » de Habiba Djahnine a été organisée en clôture du séminaire.

pas pour sortir de cette blessure. Dans un premier temps, les ONG et les syndicats n'ont pas dénoncé les actions du Sentier Lumineux⁷. Le Sentier Lumineux était pourtant un véritable adversaire, au même titre que l'armée et la police qui réprimaient aveuglément le mouvement social. Villa el Salvador était dans une position particulière par rapport au Sentier Lumineux. Elle a été épargnée car elle était une zone de repli pour la guérilla. Villa El Salvador représentait cependant un danger car elle était la véritable alternative, montrant que des changements sociaux étaient possibles. Tant que Villa existait, le Sentier ne pouvait pas l'emporter.

On est frustré dans la construction d'un documentaire car on laisse forcément une zone d'ombre. Le film a connu de nombreuses projections et la majorité des spectateurs se pose plein de questions par rapport à l'Eglise, la théologie de la libération... Il faut donner beaucoup pour la réflexion et l'émotion et en même temps un documentaire n'est pas une thèse, c'est à peine une page du *Monde Diplomatique*. Il ne faut pas en dire trop car les idées risquent de s'entrechoquer.

Le film a été projeté à de nombreuses reprises, le public est nombreux et les débats durent longtemps. Les discussions portent sur la construction du film, l'histoire de Villa el Salvador, la question des femmes, la violence, les utopies violentes, les réactions pour y faire face, le poids de la culture andine. Le film n'a pas été projeté au Pérou en dehors de Villa el Salvador pour des raisons financières. Cependant, deux chaînes de télévision vénézuéliennes sont prêtes à le soutenir. Il va tourner au Pérou grâce à Pancho Somberon, président de la Fédération péruvienne des droits de l'Homme.

Si Villa el Salvador a été en partie rattrapée par les tares sociales péruviennes, les gens sont actuellement mobilisés sur la volonté de revenir aux combats fondamentaux (manifestation en soutien aux Indiens). Ils se servent du film et sont enchantés.

Débat avec la salle

Atika El Mamri, présidente de la Fédération des associations des handicapés moteurs d'Algérie, fait un parallèle entre l'histoire de Villa el Salvador et l'histoire algérienne. Les Algériens se sont également enthousiasmés à l'idée de construire des projets utopiques. Cependant, le retour de la violence en 1992 leur a coupé l'envie de rêver. Elle interroge Jean-Michel Rodrigo sur la capacité à se remettre à rêver après un traumatisme et regrette que le film n'évoque pas le désenchantement après l'euphorie.

Jean-Michel Rodrigo répond qu'il est en train de travailler sur une version plus longue de Villa El Salvador, s'interrogeant sur la capacité de la ville à se projeter dans l'avenir. Il pense que l'histoire de Villa el Salvador a rayonné au-delà de la ville : son état d'esprit a essaimé dans le pays et au-delà encore. Par exemple, Lula da Silva, président du Brésil, est venu à plusieurs reprises pour voir comment fonctionne la participation des quartiers. Sur son influence au niveau du pays, il est important de se remémorer le contexte pour appréhender l'impact que cette ville a pu avoir : en 1971, Lima était une société raciste, tenant ses racines des premiers conquistadors. Elle ignore ce qu'est le monde métis et jusqu'en 1952, les gens venus de province ne pouvaient pas s'installer au centre ville. Villa a montré qu'il est possible d'être reconnu comme un pays métis. Sur la question du désenchantement, il estime que l'Amérique Latine n'en souffre pas, il n'y a d'après lui, jamais eu autant de gens à rêver à voix haute.

Kevin Adomayakpor, coordinateur du programme Kurukan Fugan d'ENDA-GRAF au Sénégal, constate que l'Amérique latine possède une véritable culture politique. Il ajoute qu'il serait intéressant de développer le brassage entre l'Amérique Latine et l'Afrique, où les choses bougent moins vite. Jean-Michel Rodrigo explique la dynamique latino-américaine par le fait que l'Amérique latine est le continent le plus avancé dans le métissage physique et culturel. Le caractère collectif et non pas individuel de la revendication des terres, organisée par le mouvement des Sans terre, explique la force de la mobilisation latino-américaine. Kevin Adomayakpor ajoute qu'il ignorait le discours du Pape Jean-Paul II en 1985, au cours duquel il bénit l'action de contestation des habitants de Villa El Salvador, alors que le pays

⁷ Le « Parti Communiste Péruvien Marxiste Léniniste - Sentier Lumineux » est né en 1968. Il provient d'une scission du parti communiste péruvien pro soviétique. Cette guérilla maoïste a mené une « guerre populaire » sanglante au Pérou entre 1980 et 1992. 70 000 victimes ont fait les frais de cette guerre, prises entre la violence terroriste de la guérilla et la violence contre-terroriste de l'Etat.

était en proie à la répression et à la violence. Jean-Michel Rodrigo précise que ces images n'existent pas dans les circuits officiels et qu'elles lui viennent des habitants de Villa el Salvador, l'ayant filmé à l'époque. Cette intervention du Pape forme une exception à sa ligne directrice d'alors : venu pour rappeler à l'ordre les chrétiens qui rejoignaient la contestation, il a fait le choix d'entendre la voix de la population.

Un participant témoigne de la situation en Colombie, où les populations afro-colombiennes ont dû fuir trois acteurs armés : l'armée, les paramilitaires et les FARC. Revenant plus tard sur leurs terres, elles ont établi des communautés de paix, obéissant à une charte de neutralité très stricte. Ces communautés de paix, espaces autogérés, interdisaient toute collaboration avec les acteurs du conflit. Il précise que maintenant que la violence est retombée, les tensions renaissent entre les populations.

Anne d'Orgeval introduit Habiba Djahnine, réalisatrice du second film discuté, « Autrement citoyens... des associations en mouvement », qui vise à faire mieux connaître et reconnaître le milieu associatif algérien. Ce film commence par une citation de Collette Nys-Mazure « *Nous fuyons vers l'arrière ou vers l'avant en négligeant ce présent très quotidien qu'il nous est donné de vivre : nous recherchons l'extraordinaire et c'est lorsque l'ordinaire nous est interdit que nous en mesurons la valeur* ».

Synopsis du film « Autrement citoyens... des associations en mouvement » :
Un regard sur des associations algériennes qui se battent pour l'ordinaire : la reconnaissance des droits des handicapés, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, le sida... mais aussi la mobilisation des jeunes autour d'activités culturelles ou éducatives pour sortir de l'isolement et faire l'apprentissage de la citoyenneté.

Habiba Djahnine, réalisatrice du documentaire « Autrement citoyens... des associations en mouvement »

Ce film a été commandé à la suite de la réalisation d'un recueil de témoignages. Je me suis posée la question de savoir comment j'allais l'aborder. J'ai visité une quinzaine d'associations, que j'avais la chance de connaître pour les avoir côtoyées lors de mes années de militantisme, ou les avoir rencontrées dans le cadre de la réalisation du recueil. Le film a été construit en trois mois. Les repérages ont été très éprouvants : après 15 ans de travail sur les raisons de la guerre et de l'installation des conflits et de la violence en Algérie, aller voir ce qu'est devenue la société civile a été difficile et en même temps passionnant. Les périodes de violence ont créé un isolement : il y a un vrai problème de transmission et une absence de lien entre les groupes associatifs en Algérie.

Ce qui ressortait était que toutes ces associations essayaient de reconstruire l'ordinaire : qu'une personne victime de violences puisse avoir des soins, qu'un handicapé puisse avoir un fauteuil... Aucune n'était dans la dénonciation. Ce sont des « faiseurs de l'ordinaire », des gens qui reconstruisent la citoyenneté. Ces organisations appartiennent à un mouvement fragile qui se bagarre beaucoup pour exister, qui construit du sens et fait des propositions aux institutions et aux citoyens. C'est pourquoi la question de l'ordinaire et la citation de Collette Nys-Mazure m'est revenue. J'ai essayé de faire une photographie et de faire en sorte que les différentes parties du film se répondent.

Lors du tournage, il se passait quelque chose d'incroyable : les gens croyaient que c'était la télévision et certaines personnes tenaient un discours édulcoré. On voit tous les travers du formatage. Le travail, et la difficulté, sont alors d'aller au-delà, et collaborer pour faire émerger la réalité de leur travail.

Je suis passionnée par l'Algérie. J'ai vécu assez longtemps en France et n'ai eu de cesse de retourner faire des films en Algérie. Une ligne dans mon travail consiste à être dans la découverte. Mon optimisme ne vient pas du ciel. Il est basé sur le travail des gens que je rencontre. On me propose de réaliser des films ailleurs qu'en Algérie. J'aimerais le faire un jour, mais pas pour le moment, car le travail de documentariste est un travail très dur, en termes d'écriture et d'image de soi. Filmer ailleurs me demanderait plus de temps pour connaître le pays, sa culture et construire une relation.

Aziz Tadjeddine, médecin, président de l'association Protection contre le sida, acteur du documentaire de Habiba Djahnine

Habiba a porté sur nous un regard particulier : elle est venue avec des questionnements pour essayer de comprendre et a ainsi adopté une démarche inverse à celle des journalistes, qui viennent avec des certitudes.

Au-delà de l'accaparement des richesses, il y a eu confiscation de la parole en Algérie. En libérant la parole, on libère des actions. Depuis 20 ans, l'institution officielle est bloquée. Aujourd'hui les changements ne sont pas structurels mais conjoncturels, les choses ne sont pas acquises. Le mouvement associatif est en pleine ébullition, et c'est là où l'on peut faire bouger les lignes.

Sur la problématique du sida, la prévalence est faible mais c'est un sujet qui en évoque d'autres comme la violence conjugale ou la négociation du préservatif au sein d'un couple.

Une scène du film met en scène des jeunes distribuant des préservatifs. Il est important de bien mesurer la portée de certains gestes ou de certaines paroles : cette scène se déroule dans une cité où la bibliothèque universitaire a été transformée en mosquée en 1995. Nous avons fait un plaidoyer auprès des Imams pour pouvoir y entrer : il y a des endroits qu'il nous faut nous réapproprier. Nous vivons dans un pays où l'Etat est omniprésent et veut tout faire, mais a des défaillances. Le dépistage public du VIH y est très mal organisé, en aucun cas anonyme. La création de notre centre de dépistage a été très compliquée. Deux mois avant l'ouverture, le ministère de la santé a voulu l'interdire, invoquant que l'on touchait à ses propres prérogatives. Un séminaire international s'est tenu avec l'ONG Aides et des collègues marocains, tunisiens et mauritaniens. La presse écrite a relayé l'information et le ministère a du accepter la création du centre. Cette médiatisation a été vitale pour le centre de dépistage.

Atika el Mamri, présidente de la FAHM, actrice du documentaire de Habiba Djahnine

Lors d'un tournage, nous nous donnons à un réalisateur. Il faut mesurer l'ampleur de sa responsabilité : on ne sait pas ce qu'il va prendre de nous et ce qui va être diffusé. Habiba nous a approchés d'une manière sereine, nous avons discuté puis, nous nous sommes confiés. Ce dialogue préalable au cours duquel intervient l'accord tacite « on s'offre à toi et tu en feras bon usage » est essentiel.

Toute image n'est pas forcément bonne à montrer. Quand on filme des personnes en situation difficile (l'accès aux soins, des personnes victimes d'une inondation...), même si le but est de réveiller l'opinion en la choquant, il faut garder le souci de la personne filmée, de sa pudeur et de sa dignité.

Débat avec la salle

Un participant pose à Aziz Tadjeddine la question de la pérennisation du centre. Aziz précise que celle-ci sera soumise à leur capacité à se réapproprier durablement l'espace. Il s'agit d'un travail de fond. Le travail en direction des Imams devra être poursuivi.

Un second participant interroge les documentaristes sur la question de la légitimité d'aller filmer ailleurs. D'après Jean-Michel Rodrigo, le problème majeur est celui de la maîtrise de la langue mais qu'au delà, il n'y a pas de frontière. Tout dépend de la capacité à créer une alchimie qui entraîne un rapport de confiance. Il précise toutefois que tourner un documentaire nécessite une très bonne connaissance contextuelle du sujet.

En guise de conclusion, Anne d'Orgeval demande à chaque intervenant de présenter le fil conducteur de son combat. Habiba Djahnine se bat pour l'Algérie, pour qu'il y ait une mémoire des événements tragiques et que les images sur l'Algérie ne soient pas les seules images officielles. Elle milite pour que les acteurs associatifs aient une place pour s'exprimer et se réapproprier l'espace public, celui de la parole et de la création.

La bataille de Jean-Michel Rodrigo est de créer des films pour faire réfléchir, alimenter les réseaux et encourager ces échanges d'expériences qui poussent à « gamberger ». Enfin, Aziz Tadjeddine se bat pour le droit à la différence.